

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Le #NoDAPL à Standing Rock, Dakota du Nord (États-Unis) : Contexte historique, social et environnemental de la mobilisation et de l'éco-lutte contre le "Black Snake"

Mémoire réalisé par
Arjuna Purcaro Decaro

Promoteur(s)
Charlotte Breda

Année académique 2016-2017
Master 60 Sociologie et Anthropologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

A handwritten signature in black ink, appearing to read "A. J. P. Lacour". The signature is written in a cursive style with a horizontal line underneath.

Merci à *Mika*,

la Nonna, toujours disponible et impatiente
de relire mes textes en dépit des italianismes et de mon être têtu...

Le #NoDAPL à Standing Rock, Dakota du Nord (États-Unis) : Contexte historique, social et environnemental de la mobilisation et de l'éco-lutte contre le "Black Snake"

*de Arjuna Purcaro Decaro
Rel. Charlotte Breda*

Table des matières

- 2. Introduction

- 4. I. Le #NoDAPL versus le "Black Snake"

- 8. II. Contexte socio-historique du #NoDAPL
Colonialisme, Traités violés, Politiques indiennes contradictoires

- 19. III. La Réserve Sioux de Standing Rock
Histoire, Identités, Activisme

- 23. IV. Contexte Énergétique du #NoDapl
États-Unis, Dakota du Nord et la "fracturation" des Savoirs Écologiques Traditionnels (SÉT) et de l'Utilisation Traditionnelle du Territoire (UTT)

- 30. Bibliographie

- 34. ANNEXE: *Chronologie, Organisation Sioux, Carte du fracking, Mobilisation #NoDAPL en images*

Introduction

- **#NoDAPL** : Renvoi au hashtag(#) des médias sociaux par lequel les manifestations à Standing Rock (Réserve indienne) se sont fait connaître, en devenant le nom plus connu pour se référer à l'ensemble du mouvement qui s'est constitué en opposition à la construction du "*Black Snake*", c'est-à-dire le Dakota Access Pipeline (DAPL) au Nord Dakota (États-Unis).
- **Eco-luttes** : Renvoi aux conflits sociaux autour des questions environnementales ; dans ce cas comme dans d'autres, ils sont souvent liés à des combats ancestraux pour la terre menés par les peuples autochtones et d'autres activistes ou militants. Ces revendications, conflits et dynamiques se caractérisent par l'apparition de nouvelles formes de mobilisation et de participation. Pour Fontaine (2006), les conflits sociaux sur des questions environnementales se caractérisent par le fait que les acteurs impliqués expriment des intérêts et des valeurs autres dans un contexte d'asymétrie du pouvoir. En effet, ces conflits sont aussi bien l'expression de conceptions différentes de la nature, qui montrent en définitive une divergence substantielle relative au concept de développement (Svampa, 2011).

Ce travail s'articule de la manière suivante : dans la première partie, je présente et décris la mobilisation #NoDAPL à Standing Rock, son origine et son évolution, en mettant en avant les raisons de celle-ci en faisant une description du contexte et des acteurs impliqués. Les idées, souvent mobilisées par ces acteurs en résistance, faisant référence à "une histoire qui se répète" et un "colonialisme perpétuel jamais terminé" rendent nécessaire de creuser de manière socio-historique pour situer et donner du sens à ces argumentations.

Ainsi, dans une deuxième partie, après avoir présenté un arrière-plan socio-historique de l'expansionnisme euro-américain en Amérique du Nord, je présente, toujours dans une démarche socio-historique, les Politiques indiennes du Gouvernement américain (politiques autochtones aux États-Unis), en me focalisant d'abord sur ces politiques et leurs impacts en général, puis, dans la partie suivante, plus spécifiquement sur les peuples Sioux.

Sans oublier que cette contextualisation socio-historique sera loin d'être exhaustive car, en effet, l'histoire des Amérindiens et l'impact des colons blancs sur leurs cultures n'est ni uniforme ni linéaire.

Dans la troisième et dernière partie, je me focalise sur l'enjeu des ressources naturelles, précisément sur le pétrole et ses nouvelles techniques d'extraction. Le modèle énergétique reposant sur les hydrocarbures qui domine aux États-Unis et se lie d'emblée à la question #NoDAPL et à l'État Nord-Dakotien, nécessite d'être analysé et questionné étant donné son caractère anthropocène néfaste, qui le place en opposition extrême à une Utilisation Traditionnelle du Territoire (UTT) et aux savoirs Écologiques Traditionnels (SET).

I. Le #NoDAPL versus le “*Black Snake*”

Le Dakota Access Pipeline (DAPL) est un pipeline de 1,886 Km pour le transport du pétrole brut du Dakota du Nord vers les raffineries et les terminaux de l'Illinois. Ce brut est extrait grâce à la technique, très répandue aux USA, du fracking (hydrofracturation ou fracturation hydro-siliceuse).

À partir d'avril 2016, des milliers de personnes, dirigées par des membres tribaux de Standing Rock, se sont rassemblées et ont créé des campements près du passage choisi pour la DAPL. Le mouvement #NoDAPL a su attirer rapidement des milliers de manifestants et d'alliés autochtones des Amériques, y compris beaucoup de tribus historiquement opposées.

Le mouvement considère que le pipeline représente des risques pour la qualité de l'eau et pour le patrimoine culturel des peuples Sioux Dakota et Lakota qui habitent la réserve de Standing Rock.

La Réserve indienne de Standing Rock (Standing Rock Indian Reservation), située entre Nord et Sud Dakota, est la sixième plus grande réserve des États-Unis en termes de superficie (environ 9'250'000 km²).

Ce projet de pipeline, avec son parcours limitrophe à la réserve, traverse et profane des lieux sacrés tels que des sites funéraires des ancêtres, et des monuments naturels sacrés.

Les objections des militants peuvent être considérées comme liées à des préoccupations en quelque sorte écologistes, mais en réalité ces autochtones conservent depuis toujours un intérêt souverain et sacré pour la protection des ressources naturelles et culturelles de leurs terres.

Un élément important est que, selon la loi fédérale des États-Unis, dans le processus décisionnel tel que le développement d'infrastructures à l'échelle du DAPL, les tribus locales sont censées être consultées, ce qui selon les activistes anti-pipeline n'a pas eu lieu, ou du moins pas sérieusement. L'article de loi qui mentionne cette obligation de consultation est l'Executive Order 13175, “*Consultation and Coordination with Indian Tribal Governments*”, émis par l'Administration Clinton le 6 novembre 2000.

Cette ordonnance exige que les agences et organismes fédéraux consultent les gouvernements

tribaux amérindiens lorsqu'ils envisagent des politiques ou des projets susceptibles d'affecter leurs communautés.

Mais la pleine coopération avec l'ordonnance exécutive 13175 reste entravée par le manque de spécificité de ses exigences car, bien que l'ordonnance stipule que la consultation devrait être régulière et significative, elle ne précise pas à quel stade cette consultation devrait avoir lieu, quel format de communication devrait être utilisé pour celle-ci et avec quelle fréquence elle devrait avoir lieu (Routel 2013). Le manque de force exécutoire et de spécificité de l'ordonnance a entraîné des incohérences d'application. Les juristes, les défenseurs et les dirigeants tribaux indiquent que la consultation en vertu de l'ordonnance exécutive 13175 reste contradictoire et inefficace (*ibid.* 2013).

Les manifestants #NoDAPL affirment qu'ils ont le droit d'avoir voix au chapitre sur cette question, une revendication qui soulève des questions de participation démocratique, de responsabilité et de droits civils.

Cette mobilisation s'est montrée fort chargée symboliquement et cela sous plusieurs aspects, et peut être considérée parmi les manifestations les plus importantes de l'histoire des autochtones aux U.S.A. La grande médiatisation atteinte a déclenché son soutien à travers les continents, avec des répercussions concrètes, comme la vente d'actions liées à la construction du DAPL, par exemple la banque ING, actionnaire dans le projet DAPL, consacre même désormais une page sur son site, où elle précise avoir cédé en mars 2017 toutes les actions détenues et en lien avec la construction du pipeline.

Beaucoup de choses peuvent être lues et situées dans un certain dynamisme propre aux mouvements sociaux contemporains présents aux États-Unis, comme par exemple le recours massif des manifestants ou sympathisants à l'utilisation des réseaux sociaux, qui fournit un point de vue de l'intérieur, une sorte d'observation participante, qui est bien plus efficace et dénonciatrice que les médias traditionnels.

On a fort tendance à considérer ce mouvement #NoDAPL, et plus en général la mobilisation "Stand with Standing Rock", fortement lié à d'autres mouvements qui ont émergé aux États-Unis ces dernières années, tels que "Occupy", "#BlackLivesMatter" ou le mouvement anti-fracking, tous tirant force et soutien des nouveaux moyens de communication.

Le #NoDAPL est déjà vu par certains (voir Voulvouni 2017) comme une protestation ou action trans-environnementale. Cette action collective se concentre sur des préoccupations

environnementales, mais conceptualise la protection de l'environnement comme étant beaucoup plus compliquée que la simple protection de notre environnement naturel. Les répertoires de ces actions suivent certains modèles :

- a) Ils utilisent tous les moyens disponibles pour diffuser leur lutte auprès du grand public ; de nos jours, ce sont principalement les médias sociaux.
- b) Cela les diversifie, car le noyau initial des militants est complété par des groupes de personnes “périphériques”, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas immédiatement affectées par le développement contre lequel se déroule la lutte.
- c) Ils parviennent à attirer des professionnels comme les académiciens, les associations professionnelles et les célébrités qui peuvent diffuser les motifs de la lutte dans les médias traditionnels en profitant de leur statut et de leur réputation (Voulvouni 2009).

Ces trois points sont centraux et caractérisent le #NoDAPL ; ces acteurs périphériques jouent un rôle fondamental dans l'amplification à Standing Rock.

Par exemple, la mobilisation des *Vétérans for Standing Rock*, les liens avec le mouvement #BlackLivesMatter et avec d'autres activistes rentrent dans cette catégorie d'acteurs périphériques, tandis que la mobilisation du monde académique rentre à la fois dans le point A et B.

À mon avis, au tout début de la mobilisation, comme dans la plupart des cas, on trouve quasi exclusivement des autochtones de la réserve et des militants locaux et leurs revendications et oppositions n'ont pas encore la portée de critique globale qui peut être lue aujourd'hui au sein du mouvement #NoDAPL.

On est pour certains aspects dans une situation *NIMBY (Not In My Backyard)*, c'est-à-dire une opposition à quelque chose de circonscrit et localisé.

Je considère ceci comme étant souvent l'une des limites majeures des mobilisations menées par les autochtones et les indigènes. Une limite due au manque d'acteurs qui se concentrent ou consacrent à l'élargissement de la portée des luttes et à l'établissement de liens entre différentes luttes, revendications, mobilisations. Des acteurs, enfin, qui savent “globaliser”, voire “délocaliser” une lutte qui semble pourtant localisée, circonscrite et inhérente à une seule petite réalité, a fortiori dans les revendications et les luttes des peuples autochtones,

dans la plupart sinon la totalité des cas, on peut trouver une critique du système à part entière, un système questionnable et donc questionné.

La “délocalisation” et la “globalisation” de la protestation (voire la création même du #NoDAPL), ainsi que le support accru qui c’est créé dans le cas de Standing Rock, sont dus aussi au fait d’avoir su montrer, et en quelque sorte d’avoir utilisé de manière utile à la cause, la violence et les excès policiers dès l’été 2016. La police fortement militarisée s’est heurtée à des manifestants indigènes pacifiques, et a utilisé des chiens, des matraques, des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc, des canons à eau et des canons à son LRAD. Ces événements ont été diffusés sur les réseaux sociaux et des millions d'utilisateurs, partout dans le monde, ont exprimé leur solidarité avec les militants.

C’est ainsi que par exemple le mouvement *Veterans For Standing Rock* s’est créé, et s’est rendu à Standing Rock au cours de l’hiver avec à sa tête Wesley Clark, Jr., écrivain et ancien vétéran de l’armée américaine, suivi d’une centaine (voire plus) d’anciens combattants américains. Leur but est d’appuyer et de soutenir les peuples autochtones et de les protéger aussi physiquement en formant des boucliers humains.

Une cérémonie très médiatisées et fort chargée symboliquement a eu lieu à l’arrivée des anciens combattants à Standing Rock. Il s’est agi d’une cérémonie de réconciliation et de demande de pardon dans laquelle Clark a présenté au nom des vétérans des excuses pour le mauvais traitement que l’armée américaine a historiquement réservé aux Amérindiens.

La question du passé et de l’histoire est effectivement très présente dans les arguments des autochtones qui s’opposent au pipeline ; tout aussi bien présentes sont les différentes identités et les répertoires qui caractérisent les manifestants au sein même des autochtones.

En effet, toute une série de mouvements indiens existent depuis pas mal d’années et il est intéressant de voir par exemple combien, à l’époque, le mouvement pan-indien *American Indian Movement* était proche des *Black Panthers*, et que l’un des campements à Standing Rock, le *Red Warriors Camp*, est maintenant lié au mouvement *#BlackLivesMatter*.

Il est aussi intéressant de noter que les militants du *Red Warriors Camp* ont reçu fin 2016 la demande de quitter les lieux suite à un vote du conseil tribal (10-0), parce que selon lui et d’autres autochtones ils étaient responsables d’actions jugées trop violentes et radicales, ayant fait monter la tension face aux autorités. Cela montre bien le caractère hétéroclite des acteurs au sein même des autochtones d’aujourd’hui comme d’hier.

II. Contexte socio-historique du #NoDAPL

Colonialisme, Traités violés, Politiques indiennes contradictoires

"It had not been much over a century from the time when the United States had begged for its very existence to the time when it had broken every treaty and made the tribes beggars on their ancestral lands[...] the truth is that practically the only thing the white men ever gave the Indian was disease and poverty"

Vine Deloria Jr. (1969, p.38)

Autrefois, toutes les tribus autochtones américaines étaient en grande partie libres de l'imposition des forces sociales extérieures. Ces populations ne vivaient pas dans l'isolement et, bien que chaque nation eût construit séparément un monde unique, leurs rencontres, même si conflictuelles, n'ont jamais suivi la notion de domination absolue par la guerre totale (Ross 1998).

Lorsque les Européens ont débarqué, environ 10 à 12 millions d'Amérindiens vivaient sur les terres qui deviendront les États-Unis (Dobyns 1983) ; ils étaient divisés en plusieurs nations autonomes, chacune avec sa propre culture et sa propre histoire (Ross 1998).

Effectivement, il n'existait pas une culture amérindienne commune. Les langues, les habitudes, la mentalité, variaient beaucoup et ont subi de nombreuses modifications au fil du temps. Sont en effet énormes les mutations culturelles dans les modes de vie des natifs exercées par les pressions extérieures. Parfois ces changements furent introduits par d'autres indiens, mais sans aucun doute les plus radicaux furent l'oeuvre des immigrants blancs et de leurs descendants (Washburn 2006).

De manière générale, la présence et l'impact des blancs sur la vie des Amérindiens ont été si vastes qu'on fausserait l'histoire si on prétendait les comprendre ou les étudier comme si les blancs n'avaient pas existé (*ibid.* 2006).

Déjà, il faut considérer que principalement à cause des épidémies et des famines, en 1890 les Indiens d'Amérique du Nord n'étaient plus que 250'000. D'une part, les Amérindiens n'étaient pas immunisés contre les virus européens, et de l'autre, la chasse intensive au bison (une des

principales ressources des autochtones) opérée par les blancs, porte cette espèce presque à la disparition (Freed 1983).

En Amérique du nord, les natifs ont, pour leur malchance, été les témoins de l'édification d'une société dominée par un Etat puissant. Cet État était censé protéger les membres de la société, mais l'Indien n'a constaté qu'une source d'autorité et d'oppression (Jacquin 2009).

De plus en plus, en effet, les terres et d'autres ressources étaient convoitées par les Européens ethnocentriques et ensuite par les Euro-Américains, qui ont exprimé leur (présumée) supériorité culturelle comme justification pour l'expropriation des terres (Ross, 1998).

Pour Deloria (1969), il est assez facile de retracer les principaux facteurs conduisant à ce qui marque le début de ce massif accaparement des terres. La base idéologique pour saisir les terres indiennes a été prononcée par les églises chrétiennes peu après la découverte du Nouveau Monde, lorsque la doctrine de la découverte a été annoncée.

Effectivement, la "découverte" a effacé les droits des autochtones à une souveraineté et à une égalité parmi les nations du monde. Elle a enlevé leur titre à la terre en leur donnant seulement (dans les moins pires des cas) le droit de la vendre ; la vendre aux nations européennes qui avaient découvert leurs terres (Deloria 1969).

Par conséquent, la nation européenne (que ce soit l'Angleterre, la France, l'Espagne ou la Hollande) qui prétendait avoir découvert un terrain avait le droit à cette terre, peu importe les personnes qui y vivaient à l'époque. C'était la doctrine du monde occidental qui a été appliquée au Nouveau Monde et approuvée comme la volonté de Dieu par les églises chrétiennes d'Europe occidentale (*ibid.* 1969).

La question de la terre a causé beaucoup de ressentiment contre l'homme blanc. Toujours d'après Deloria (1969, p.31-32), c'est surtout la flagrante et permanente violation des traités qui crée cette frustration chez les Indiens. Beaucoup se demandent quels sont exactement leurs droits, peu importe vers où ils se tournent, les traités sont ignorés et les lois utilisées pour les priver de ce peu de terre qui leur reste.

La relation entre les nouveaux Etats indépendants euro-américains et les autochtones est, de fait, historiquement jalonnée de traités entre les parties.

La logique originale des traités était celle de garantir la paix aux frontières. Et les Amérindiens ont généralement tenu leurs promesses, en cessant les combats et en acceptant une sorte de protection des États-Unis sur les terres qui leur restaient (Deloria 1969).

Les traités ont initialement marqué les limites entre les terres des nations indiennes et les États-Unis, et définissaient également les alliances entre les États-Unis et les tribus au dix-huitième siècle. L'Angleterre et la France étaient encore très impliquées dans l'accaparement de terres et de pouvoirs sur le continent, et il était tout à l'avantage des États-Unis d'avoir de forts alliés indiens pour empêcher une expansion ou une invasion européenne aux États-Unis en plein essor (*ibid.* 1969).

Au fil des années, ce qui se passe c'est que les autochtones ont été dépouillés de la plupart de leurs ressources par les colons qui les ont soumis à une exploitation politique et économique en même temps qu'à la suppression des identités culturelles (Ross 1998).

C'est aux XIXème et XXème siècles qu'en Amérique du nord, comme ailleurs, le développement économique colonial a pris une autre direction : la vaste pénétration des marchandises occidentales ainsi que l'organisation et le contrôle ont inauguré l'ère de l'économie d'exportation, durant laquelle le colonialisme a atteint son plus haut sommet (Birnberg/Resnick 1975).

L'un des principaux motifs du colonialisme est l'exploitation économique, mais la suppression culturelle accompagne presque invariablement le colonialisme (Talbot 1981). La suppression culturelle est un processus juridique qui implique la déculturation (éradication des traditions des peuples indigènes) suivie de l'endoctrinement par les idées des dominants afin que les colonisés puissent eux-mêmes soutenir le projet colonial (*ibid.* 1981).

Le processus, dans lequel les colonisés sont extirpés de leur contexte culturel par l'esclavage ou la transplantation, implique l'abandon de la culture et l'adoption de nouvelles façons de parler, de se comporter et de raisonner (Ross 1998).

Sur le plan économique, les principaux arguments qui concernent l'impact du colonialisme font référence au drainage des richesses (*drain of wealth*) et, par conséquent : l'expropriation (surtout l'accaparement des terres), le contrôle sur la production et le commerce, l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi l'amélioration des infrastructures (Bertocchi/Canova 2002).

Ces éléments qui renvoient davantage à la colonisation de l'Afrique (ruée vers l'Afrique) sont, comme on le voit, loin de pouvoir se référer à la seule Afrique.

Toutes les caractéristiques du colonialisme (contrôle politique, exploitation économique et oppression culturelle) étaient bien présentes dans l'expansionnisme euro-américain au XIXème siècle (Ross 1998).

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème}, les États-Unis étaient déjà l'un des pays les plus industrialisés du monde. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, et plus précisément jusqu'au conflit de 1898 contre l'Espagne et l'acquisition d'une domination coloniale limitée, les Américains réservaient à leur politique étrangère une importance secondaire.

En effet, l'existence de frontières non clairement définies, et par conséquent mobiles, avait caractérisé dès le début l'installation des colons du continent américain. Cette énorme disponibilité de terres (qu'ils considéraient comme étant libres) représentait l'opportunité d'une constante expansion de l'exercice du pouvoir politique et économique sur ces territoires. La Nation étant dans l'imaginaire collectif considérée comme terre privilégiée de liberté, démocratie et prospérité, il était facile de penser que son expansion ne pût se représenter comme une ultérieure diffusion de ces droits et bénéfices et que, par conséquent, même son combat pour la conquête d'un domaine toujours plus vaste ne dût être considéré comme une soif de pouvoir et de richesse par les nations européennes, étiquetées, elles, comme colonialistes et exploitantes (Aquarone 1973).

Mais les lois du XIX^{ème} siècle et leur application peuvent facilement être considérées comme des instruments du maintien de la stratification sociale et économique créée au cours des siècles précédents, sans oublier que le génocide perpétré sur les peuples autochtones n'a jamais été considéré comme un meurtre, en effet, dans le "Old-West", le meurtre des autochtones n'était même pas considéré comme un crime (Ross 1998).

Finalement, les Européens se sont comportés dans le continent nord-américain exactement comme en Afrique et en Asie : ils ont provoqué l'effondrement et la disparition de nombreuses civilisations, chacune desquelles avait à sa manière un équilibre que les Européens méprisaient, convaincus de la supériorité de leur propre civilisation (Jacquin 2009).

Selon Deloria (1969), les Guerres indiennes (1778-1890) devraient être considérées comme les premières guerres étrangères de l'histoire américaine car, alors que les États-Unis marchaient sur ce continent, ils créaient, par les guerres de conquête étrangère, un empire comme le faisaient l'Angleterre et la France en Inde et en Afrique.

Au fil du XIX^{ème}, en Amérique du nord la ruée (ou conquête) vers l'ouest et le flux migratoire massif submergea littéralement les territoires de chasse des Indiens des plaines, surtout dans la partie centrale du continent : l'économie et l'écologie des plaines furent totalement altérées (Washburn 2006).

Le Gouvernement fédéral, à la recherche d'un moyen de concilier les besoins de colons blancs avec ceux des constructeurs du chemin de fer, vit de plus en plus la nécessité de rassembler le natifs et de les concentrer en dehors des principales routes de migration et de construction (*ibid.* 2006).

Ainsi, pour la première fois, les grandes Nations indiennes des plaines se virent contraintes par une puissance étrangère d'habiter dans des zones délimitées.

Même si les réserves n'avaient pas de frontières précises, et si les Indiens conservaient le droit de chasse en dehors de leur zone, les États-Unis avaient atteint l'objectif d'établir une quelque forme de contrôle sur les autochtones habitant les aires internes du Nord continent (*ibid.* 2006).

En plus, au fil du temps, l'expansionnisme vers l'ouest ne cesse d'augmenter et les frontières deviennent de moins en moins abstraites et les territoires indiens ne cessent de se rétrécir.

Une des préoccupations majeures des Indiens au cours des années a été la protection de leurs droits de chasse et de pêche. Pendant longtemps, c'est de cette manière que les Indiens parvenaient à leurs besoins de subsistance, et certaines tribus refusaient de bouger ou de changer de réserves jusqu'à ce qu'ils soient assurés qu'il y aurait beaucoup de disponibilités pour nourrir leur peuple (Deloria 1969).

Les natifs qui résistaient étaient enlevés de force de leurs patries, avec beaucoup de massacres dans le processus. Un des exemples est le massacre de *Wounded Knee* de 1890, où l'armée américaine a tué deux cents indiens non armés, y compris femmes et enfants.

Plusieurs considèrent ce massacre comme une vengeance délibérée de l'armée pour la mort du colonel Custer, qui, en 1877, dans la fameuse bataille de *Little Bighorn*, où *Lakotas*, *Cheyenne* et *Arapaho* rassemblés sous l'égide de *Sitting Bull* et *Crazy Horse* dans une coalition, le tuent et anéantissent une grande partie de la 7^{ème} cavalerie américaine dans ce qui est l'ultime sursaut de démonstration de force des Amérindiens sur le champ de bataille.

Cette bataille fait partie de la guerre des *Black Hills* (1876-77) causée par la violation du *Traité de Fort Laramie de 1868* (voir chronologie en annexe I).

Un autre impact très fort sur tous les groupes indiens fut le moment où les agents du *B.I.A.* (*Bureau des Affaires Indiennes*) substituèrent complètement les autochtones dans le peu d'activités qui leur restaient.

Quand les décisions sur les activités de subsistance, les lois et l'ordre, sur l'éducation ont été prises par ces agents au lieu des chefs traditionnels, aux indiens il ne resta aucun espoir.

L'entièreté de la structure des relations de parenté, par laquelle on arrivait aux décisions communautaires unanimes, subit un court-circuit et la perte de l'autonomie tribale engendra souvent une paralysie de la communauté (Washburn 2006).

En créant les réserves, le Gouvernement des États-Unis chercha à assimiler et à convertir les natifs aux systèmes économiques et aux valeurs des blancs, mais souvent ces "efforts" ont échoué.

D'après Washburn (2006, p.254), la politique gouvernementale des réserves échoua parce qu'elle ne se limita pas exclusivement à empêcher les Indiens d'entraver les blancs, en leur enlevant leurs armes, en les gardant isolés et séparés, mais parce qu'elle essaya de porter à terme une ambitieuse expérimentation sociale dont le résultat aurait été un blanc indien et un païen chrétien.

Le Gouvernement américain ne fut ni la première ni la seule institution qui s'acharna face à l'obstacle de la résistance culturelle ; la culture n'a jamais été et n'est pas une force qui peut se vaincre avec la seule force militaire, les lois du Congrès ou l'éducation (*ibid.* 2006).

Entre autre, lorsqu'une politique est utilisée comme arme pour forcer la confrontation culturelle, la faiblesse sous-jacente de la société devient évidente, car aucune société dotée de valeurs réelles et durables ne nécessite la force pour les diffuser (Deloria 1969).

Une des lois les plus importantes et néfastes pour les autochtones fut le *General Allotment Act* (ou *Dawes Act*), adoptée en 1887 et modifiée en 1891, 1906 et 1910 jusqu'à ce qu'elle inclue presque toutes les tribus du pays. L'idée fondamentale de la loi était de faire en sorte que l'Indien se conforme à la structure sociale et économique de l'Amérique rurale en lui conférant la propriété privée (Deloria 1969) dans un processus de lotissement des terres et d'individualisation et d'assimilation.

De fait, la réserve qui originellement avait été établie comme patrie sûre, bien que réduite, pour la tribu, commença à être considéré comme une école où l'indien aurait pu individuellement être façonné à l'image des blancs et libéré de ses liens avec la tribu et la réserve (Washburn 2006).

Cette politique visait à la destruction des mondes autochtones en rendant leur reproduction impossible. La conception "civilisatrice" avait pour but de briser la prétendue notion "communiste" à détenir les terres en commun et, surtout, d'ouvrir les terres autochtones au contrôle euro-américain (Ross 1998).

L'opinion dominante était en effet que la structure tribale devait être brisée avec les réserves et que les Indiens devaient être traités individuellement et non collectivement (Washburn 2006). Pour accélérer l'assimilation, le Gouvernement oblige les familles à envoyer les enfants à l'école. Mais, du fait de la rareté des écoles dans les réserves, les familles se voient privées des enfants, qui sont envoyés dans des instituts laïques ou religieux. Dans ces internats, il est interdit de parler les langues autochtones et de porter les vêtements traditionnels (Jacquin 2009). Mais les natifs n'ont pas été magiquement transformés en blancs, ils étaient simplement les grands perdants (Deloria 1969).

Les effets dévastateurs de ces stratégies sur la population indienne mènent après quelques décennies à des changements importants dans la politique indienne.

L'effet principal du *Allotment Act* a été une diminution radicale de la superficie totale des terres détenues par les Indiens, de 560 mille km² à 195 mille en 1934. De ces 195 mille, environ la moitié étaient des terres désertiques ou semi-désertiques (Roy Burman 2003).

Entre 1926 et 1928, un groupe de chercheurs envoyés par le Gouvernement parcoururent les réserves pour examiner la situation sociale et économique des Amérindiens. Le *Rapport Meriam* souligne que les Indiens sont en écrasante majorité extrêmement pauvres et ne s'adaptent pas au système de la civilisation blanche prédominante (Jacquin 2009).

Le rapport documente l'échec de la politique amérindienne fédérale pendant la période de l'*Allotment Act* ; cela conduit en 1934 à l'approbation de l'*Indian Reorganization Act (I.R.A.)* (Roy Burman 2003). Contrairement à la précédente, cette loi reposait sur l'hypothèse que l'existence des tribus n'aurait pas seulement une durée indéterminée, mais aussi qu'elles avaient le droit de continuer à exister. La loi visait donc à protéger la terre des tribus et à leur permettre de créer des structures juridiques conçues pour faciliter leur auto-gouvernance (*ibid.* 2003) et mène à l'abandon de la politique de fragmentation des terres indiennes (Jacquin 2009). Cependant, le renforcement des conseils tribaux et le fait que ses dirigeants soient les seuls reconnus par les États-Unis, compliqua incroyablement la vie des réserves lorsque les chefs tribaux traditionnels ont été usurpés par ces conseils tribaux élus. En définitive, les Amérindiens ont été habilités à gouverner d'autres Amérindiens (Ross 1998).

Dans l'après-guerre, la politique indienne des États-Unis change à nouveau. En 1953, le Congrès adopta formellement une politique de "cessation" (*Termination Policy*). Plusieurs tribus furent "supprimées" par loi : leur relation particulière avec le Gouvernement fédéral

prenait fin et elles étaient soumises aux lois de l'État, leurs terres converties en propriétés privées et dans la plupart des cas vendues (Roy Burman 2003).

Cette politique visait essentiellement à la suppression des réserves, qui virent un progressif désengagement de la part du Fédéral et l'accroissement des pouvoirs judiciaires des différents Etats sur leur territoire (Jacquin 2009). La politique de “termination” était une combinaison d'anciennes politiques et de privation de services. Pourtant, cette politique n'avait pas été conçue comme une politique de “meurtre”, mais même quand elle s'est avérée n'être pas une réponse du tout aux problèmes indiens, le Congrès a poursuivi sa politique, ayant trouvé une nouvelle arme dans l'ancienne bataille pour les terres indiennes (Deloria 1969).

Il est fondamental de souligner que dès 1940 la plupart des zones situées à l'intérieur des réserves se sont révélées être riches en ressources pétrolières et minérales, ce qui modifia le climat au sein de l'élite politique (Roy Burman 2003) et le hasard veut que les premières réserves destinées à être supprimées ont été celles dotées des terres les plus riches (Jacquin 2009).

Parallèlement au décret du 1953, le Bureau des Affaires Indiennes (B.I.A.), pour accélérer l'élimination des réserves, donne naissance à un programme de réinsertion et relocalisation qui pousse les Amérindiens à s'installer dans les centres urbains (*ibid.* 2009).

La politique du B.I.A. était de donner, en réponse aux taux de chômage élevés dans les réserves, de petites aides financières aux Indiens qui quitteraient la réserve pour chercher du travail dans les centres métropolitains. Très souvent, l'effet du programme a été de créer dans les villes une population d'Indiens sans emploi qui souffraient de tous les problèmes habituels des pauvres en zone urbaine avec le traumatisme supplémentaire de la dislocation (Roy Burman 2003). Il ne faut pas oublier qu'un Indien qui se déplace en ville doit faire face à un ensemble de lois discriminatoires. Dans la plupart des Etats, il est un citoyen de troisième classe (Jacquin 2009).

À cette situation discriminatoire, les Indiens, influencés par les mouvements afro-américains, réagissent en commençant par constituer des organisations qui puissent les défendre (comme le *National Congress of American Indians N.C.A.I.*, ou le *National Indian Youth Council N.I.Y.C.*). Ils prennent conscience de la nécessité de s'unir en dépassant les rivalités inter-tribales afin de pouvoir revendiquer avec force le droit à leur identité.

Ces mouvements font prendre conscience à l'Administration Fédérale de la vitalité et de la force des organisations indiennes, qui ne veulent pas voir disparaître leurs réserves puisqu'ils

savent que privés de leur terre ils ne peuvent conserver ni leur culture, ni leur langue, ni aucune organisation tribale, perdant ainsi leur identité culturelle (*ibid.* 2009).

De ce fait, à la fin des années 1960, la politique de “termination” était largement considérée comme un échec. C’est en partie pour cela que le Congrès a adopté en 1968 la Loi “*Indian Civil Rights Act*” (I.C.R.A.), qui fait en sorte que les États ne puissent plus assumer la juridiction civile et pénale sur les Nations Indiennes, à moins que les tribus concernées n’aient donné leur consentement lors d’élections spéciales tenues à ce propos (Roy Burman 2003).

En 1970, le président Nixon, en préconisant des changements fondamentaux dans les relations entre Administration et tribus, a déclaré la “*Termination Policy*” un échec et a appelé le Congrès à la répudier en tant que politique (*ibid.* 2003) en soutenant que l’autodétermination du peuple indien peut et doit être encouragée sans la menace d’une éventuelle élimination des réserves et en renforçant son sentiment d’autonomie sans menacer son esprit communautaire (Jacquin 2009).

Au cours de ces mêmes années, beaucoup d’amérindiens se radicalisent sous l’impulsion de *L’American Indian Movement* (A.I.M.) ; fondé 1968 à Minneapolis, ce mouvement s’occupe en premier lieu d’organiser les Indiens qui vivent dans les grands centres urbains (notamment Los Angeles, San Francisco, Chicago). Ensuite, l’A.I.M. s’élargit vers les réserves de l’ouest, tandis que dans les réserves de l’est se développe un autre mouvement “national - traditionaliste” qui s’oppose à toute forme d’intégration.

La presse “blanche” redécouvre alors, suite à une série de mobilisations, le problème indien et le “Red Power” (*ibid.* 2009).

Suite à plusieurs occupations déjà au cours de l’année 1971, en novembre 1972 des centaines d’autochtones arrivés de tous les côtés des États-Unis défilent à Washington et occupent pendant une semaine les Bureaux des Affaires Indiennes.

En février 1973, quelques centaines de Sioux entament une occupation armée dans le petit (mais grand symboliquement) village de *Wounded Knee* (situé au centre de la réserve de Pine Ridge au Dakota du Sud) (*ibid.* 2009). La plupart des occupants militent dans l’A.I.M. ; ils demandent l’application de la nouvelle politique annoncée par l’Administration Nixon, qui prévoit l’abandon de l’intégration à tout prix, et protestent contre les structures de gouvernance des réserves, qu’ils définissent corrompues. L’occupation dure 71 jours et demande le rétablissement des obligations issues des traités et des relations de nation à nation entre réserves indiennes et États.

En 1975, le Congrès adopte le *Indian Self-Determination and Education Assistance Act*, qui autorise le Secrétaire du Département de la Santé, de l'Éducation et des Services sociaux des États-Unis à conclure des accords en vertu desquels les tribus elles-mêmes assumeraient la responsabilité dans l'administration des programmes indiens fédéraux. De plus, le Congrès a créé en 1975 l'*American Indian Policy Review Commission*, qui inclut des représentants amérindiens. Dans son rapport soumis en 1977, la Commission a appelé à un rejet ferme des politiques assimilationnistes, à la réaffirmation du statut des tribus en tant qu'institutions permanentes et autonomes et à une aide financière accrue (Roy Burman 2003).

Sous l'administration Clinton (1993-2001), la politique indienne a pris la direction d'une reconnaissance croissante des droits ; fort important est le décret exécutif de "*Consultation and Coordination with Indian Tribal Governments*". Cela impose au Gouvernement Fédéral d'établir une collaboration et une consultation significatives avec les Gouvernements tribaux indiens sur des questions qui auront un impact significatif pour leurs communautés.

En conclusion, on voit bien comment et à quel point le Gouvernement Fédéral a historiquement adopté des politiques contradictoires concernant les autochtones, en passant du génocide à l'expulsion, de l'exclusion au confinement, et ensuite à une prétendue assimilation ; la rhétorique était l'intégration, la réalité était le confinement et la domination (Ross 1998). Dans cette politique fédérale contradictoire, une chose est limpide : à chaque étape du colonialisme, les Natifs ont été dépouillés de leurs pouvoirs (*ibid.* 1998).

La relation entre les forces dominantes des États-Unis et les Nations Indiennes dominées, est enracinée dans des cycles de conquête et de domination socio-politiques, économiques et culturels (Fenelon 1997). Le processus d'intégration est dès lors complexe et multiforme ; les marqueurs d'identité ethniques sont liés à l'expropriation des Indiens de leurs terres devenant des instruments déterminants des groupes dominants et dominés en résistance (*ibid.* 1997).

En outre, il apparaît évident que ces mêmes changements historiques des politiques, en compliquant l'affiliation et la reconnaissance tribales, ont également amplifié les problèmes de l'origine nationale (*ibid.* 1997).

D'après Washburn (2006, p.282), il n'est pas facile de déterminer dans quelle mesure les Indiens du XXème siècle ont en général gardé ou perdu leurs traditions, car la disparition des langues indiennes n'équivaut pas nécessairement à une perte de conscience indienne.

L'influence exercée par les valeurs "blanches" sur les natifs soulève sans aucune doute la question de la perte d'identité. Il est possible d'avancer que les Indiens partagent et

maintiennent des valeurs de chacune des sociétés, mais il est indéniable qu'ils ont de plus en plus abandonné leur culture matérielle et les activités de subsistance traditionnelles, ainsi que certaines langues et cérémonies (Washburn 2006).

L'identité indienne des natifs reste dans la pratique sociale d'aujourd'hui l'une des constructions culturelles les plus amorphes et changeantes (Fenelon 1997). Les institutions culturelles, politiques et sociales propres aux peuples amérindiens influencent tous les aspects de l'identité de ces populations autochtones qui résident, ou gardent des contacts étroits avec leur communauté et leurs terres (*ibid.* 1997).

III. La Réserve Sioux de Standing Rock

Histoire, Identités, Activisme

“On or near Standing Rock any person of indigenous descent may or may not use any combination of the identities. They may work for the Bureau of Indian Affairs or the tribal council; they may have mixed blood with other different Sioux Tribe, other Indian tribes or nations, or non-Indians; they may see the Lakota Nation as politically desirable or want better relations under the states; they may have been or still are AIM separatists, or they may see their U.S. military veteran status supremely important; they may want to be identified as Indian, Sioux, Lakota or Dakota, Indigenous, Native American, or just as an American. Fenelon, James V. (1997, p. 292)

La conquête de la grande “Nation Sioux” par les États-Unis a suivi les modèles généraux d'autres nations autochtones lors de l'expansion coloniale et continentale en Amérique du Nord par des puissances européennes à la recherche de plus de terres, de ressources et de marchés (Fenelon 1997).

Les événements et les processus locaux des Nations autochtones sont liés et souvent alimentés par des changements extérieurs à l'ouest des plaines du nord, comme le désir américain d'ouvrir des terres pour la production, d'accéder à l'or et autres ressources naturelles, de faciliter l'accès aux transports dans les plaines, sans l'interférence et la résistance des Indiens avec leurs revendications de souveraineté nationale (Ortiz 1984). Les routes pour le transport, nécessaires pour que les capitalistes de l'est puissent augmenter leur capacité à accumuler du capital dans l'extrême ouest, étaient des éléments essentiels dans la phase de conclusion des traités avec les Indiens des Plaines (notamment dans le nord où ceux de langues Siouan dominaient au XIXème) et constituaient un lien primaire entre des processus globaux et locaux (Fenelon 1997).

L'histoire des contacts entre les représentants américains et les “Sioux” est complexe, avec des variations ethniques et temporelles (*ibid.* 1997). Le mot Sioux est une étiquette étrangère, originellement donnée au XIXème siècle par les Français aux populations des prairies

(Jacquin 2009). Ces populations parlent (ou parlaient) toutes des langues Siouanes (Sioux) et du point de vue des Natifs la langue était le marqueur le plus important de l'identité Sioux.

Tous ceux qui parlaient la langue Siouan étaient des “alliés” (c'est la signification de *Dakota* et *Lakota* dans les dialectes respectifs) et chaque Sioux était potentiellement lié aux autres dans un vaste réseau de relations parentales. Leur société peut donc être conceptualisée comme comprenant un vaste réseau de parenté interdépendant (Demallie 2009).

Avant les guerres contre les blancs, ils étaient unis par une alliance politique qui se réunissait en conseil (*Seven Council Fires* ou *Oceti Sakowin*, voir annexe II).

Suite à l'invasion des Euro-américains, de plus en plus les extrémités de la société Sioux ont perdu contact les uns avec les autres. Néanmoins, la langue commune est restée le lien unissant tous les Sioux, avec ses différences dialectales caractérisant les groupes orientaux, intermédiaires et occidentaux (*ibid.* 2009).

Dans la période précédant l'instauration des réserves, le langage était le symbole prééminent d'appartenance ethnique et la résidence physique dans le groupe social était le principal critère d'adhésion (*ibid.* 2009).

Cependant, avec la création des réserves, les tribus Sioux ont été confinées dans différentes réserves, qui ont été politisées et réifiées comme des tribus dans le sens reconnu par le gouvernement des États-Unis ; l'appartenance tribale commence à être définie par la généalogie plutôt que par la résidence, même si la définition de communauté a continué à tourner autour d'une culture commune (*ibid.* 2009).

Ainsi, on peut en quelque sorte voir comment l'identité “Indien Sioux” s'est renforcée, voir, créée, en conséquence des politiques des États-Unis.

D'après Fenelon (1997), deux observations sur l'utilisation de l'identité “indigène” sont importantes : d'abord et avant tout, c'est que la puissance dominante, dans ce cas les États-Unis, manipule et contrôle les marqueurs identitaires dans le cadre de son répertoire tactique et stratégique, conduisant ainsi à des identités externes : “progressiste” (amical), “résistante” (résister au changement), “assimilée” (adaptée) et “traditionnelle”, toutes définies en réponse aux forces extérieures de domination, d'incorporation, d'élimination et de répression de l'expansionnisme des États-Unis.

Deuxièmement, le groupe subordonné ou dominé, dans ce cas les peuples Sioux, éprouvent souvent des formes d'identité fracturées et artificielles en termes de résistance, conduisant également à des identités “internes” différenciées.

D'où les problèmes d'identité ne peuvent être séparés du traitement gouvernemental des Sioux en tant qu'Indiens, et ils sont intégralement liés au statut des différents groupes, comme dans les réserves où les tribus deviennent des groupes minoritaires (Deloria, 1981).

Les politiques et la gestion fédérale des réserves ont eu de vastes effets directs sur la formation et les pratiques culturelles des *Lakota* et *Dakota Sioux* à *Standing Rock*, mesurées aussi par des constructions d'identité liées au discours nationaliste. La plupart des formes d'identité indienne sont "construites" à partir de différentes sources socio-politiques, d'abord intentionnellement par les politiques indiennes aux États-Unis, ensuite par la résistance des peuples Sioux (Fenelon 1997).

Ce qui est clair, c'est que la politique des réserves, le *Reorganization et Termination Acts*, ainsi que les politiques de dislocation et réinstallation des Indiens ont mis au point un mélange explosif de torts historiques, d'inégalités systématiques, de participation politique attardée et de liens entre les agitations urbaines et les groupes de résistance ethnique à travers le pays (*ibid.* 1997).

Dans les années 1960, beaucoup de jeunes autochtones se considérant comme des "citoyens" américains, revendiquaient également leurs droits à la représentation en tant que "Indiens", et c'est dans cette atmosphère, qui était une atmosphère principalement urbaine, que le Indian American Movement (A.I.M.) a été formé. Les militants pan-indiens combinaient des actions de résistance symboliques et matérielles, en impressionnant la Nation, les médias et les Amérindiens (*ibid.* 1997).

L'A.I.M. a déclenché une "Renaissance indienne" et, à partir des années 1970, le mouvement souverainiste a vu au fil des années le nombre de participants augmenter de façon significative (Fowler 2007).

En 1990, l'agenda pour la souveraineté disposait d'un vaste et passionné soutien populaire, alimenté par l'intransigeance de l'État du Dakota du Sud sur les questions de souveraineté et son modèle général de violence d'État envers les Indiens.

Les réserves Sioux ont participé à la Renaissance indienne avec un engagement populaire considérable dans les années 1990 à Cheyenne River et à Standing Rock (qui se situe entre le Dakota du Nord et le Dakota du Sud), et toutes les communautés de ces réserves ont rejeté tout règlement monétaire offert pour les *Black Hills* (Fowler 2007).

Le slogan et l'idée : "*Les Black Hills ne sont pas en vente*" a été en effet au cœur de l'idéologie du mouvement pour la souveraineté et utilisé par les communautés pour rejeter

l'installation de décharges ou la construction de pipelines sur les terres communautaires ; effectivement les Sioux étaient très engagés dans plusieurs sphères liées aux questions de souveraineté autres que la récupération des *Black Hills*, la protection de l'environnement de leurs terres, la protection de la juridiction légale sur les terres de la réserve et des droits culturels (*ibid.* 2007).

Il faut certainement considérer que dans les États de l'ouest, comme le souligne Fowler (2007 p.209), le pétrole et le gaz, le charbon et l'uranium sont importants pour les économies des États et celles des tribus. Les dirigeants tribaux luttent pour protéger et développer les ressources, dans un contexte de pressions visant à ce qu'ils négocient avec les États.

Le contrôle tribal sur la gestion, la répartition des revenus et les impacts environnementaux affectent les relations entre les communautés et les élus, avec des répercussions sociales des négociations sur les tribus qui tentent d'exercer leur souveraineté (Fowler 2007).

Les luttes entre les Nations Autochtones et le capitalisme américain sont visibles dans l'influence des entreprises et leurs acquisitions dans les réserves indiennes aux États-Unis ; leur pouvoir dans l'exploitation des ressources naturelles dépend de l'intensité des luttes autochtones et non, contre les structures de pouvoir des entreprises installées dans les institutions américaines (Fenelon 1997).

Les constructions identitaires des Autochtones en général, mais plus spécifiquement à Standing Rock, vont dépendre de plus en plus du traitement politique et économique par le Gouvernement, des actions et intérêts collectifs des Autochtones et des idéologies de la société américaine, qui voit en son sein une croissante diversité dans laquelle les populations autochtones doivent vivre et interagir (*ibid.* 1997).

IV. Contexte Énergétique du #NoDapl

États-Unis, Dakota du Nord et la “fracturation” des Savoirs Écologiques Traditionnels (SÉT) et de l’Utilisation Traditionnelle du Territoire (UTT)

Les relations entre les différentes nations européennes (ensuite les États-Unis) et les Nations Indiennes, sont depuis le début pour la plupart liées à la question des ressources naturelles, que ce soit l'accaparement des terres, les minerais, les ressources ligneuses et, plus récemment, le pétrole.

Les terres se trouvent soumises à des pressions toujours plus grandes dues aux exploitations intensives et destructrices qui ont de vastes conséquences sur l'organisation sociale des groupes humains, en transformant les paysages, l'environnement, les économies, les pratiques, les structures sociales et les représentations du monde des populations locales (Breda/Chaplier/Hermesse/Piccoli 2014).

Le mouvement #NoDapl et la mobilisation à Standing Rock s'opposent non seulement au passage du pipeline (The Black Snake comme l'appellent les Natifs) parce qu'il traverse un territoire sacré pour les autochtones, mais s'opposent tout aussi bien au modèle dominant d'extraction et d'exploitation des ressources naturelles qui caractérise les États-Unis (et notamment le Dakota du Nord), avec ses conséquences et des risques néfastes pour les populations et l'environnement.

Enfin, ils sont conscients que c'est le système de production énergétique qui est à l'origine des destructions environnementales ; que c'est donc aussi un modèle de société qui doit être questionné, et que les changements climatiques et l'exploitation des ressources naturelles doivent être pensés conjointement (Breda/Chaplier/Hermesse/Piccoli 2014).

“Rarement dans les pays depuis longtemps industrialisés on sent encore les mauvaises odeurs et les sons de l'usine ; tours d'extraction et hauts fourneaux ont presque disparu du paysage [...] L'extraction et la transformation des ressources naturelles, y compris les dommages environnementaux, ont disparu de la perception des Européens [...] l'impact environnemental s'est réduit, alors qu'il a augmenté dans les régions d'où nous importons. Les coûts environnementaux sont en fait payés par d'autres, mais n'ont sûrement pas disparu” (Sachs/Santarius 2007, p.72-73)

Cette citation montre bien à quel point les États-Unis diffèrent de l'Europe. Ici, les tours d'extraction n'ont jamais disparu, ni sont rares, au contraire elle font désormais partie du paysage américain et, suite à la diffusion de nouvelles techniques, de nouveaux territoires ont vu leur apparition (voir carte en annexe II).

Aux États-Unis, le pétrole est depuis longtemps au centre du modèle énergétique. Déjà, il faut noter que de manière générale, les impacts de la production, du transport, du raffinage et de la consommation de pétrole sont tellement significatifs sur l'écosystème naturel et humain, de sorte que le pétrole peut être considéré comme étant le produit le plus controversé et le plus influent au monde (O'Rourke/Connolly 2003).

Un modèle d'extraction galopant depuis plusieurs années (notamment aux États-Unis) est celui, très controversé, du fracking (hydrofracturation ou fracturation hydro-siliceuse) qui, originaire justement des États-Unis, ne cesse de se répandre. Cette nouvelle technologie du fracking est utilisée par les compagnies qui extraient le brut dans la partie ouest du Dakota du Nord pour ensuite le transporter, à travers quatre États, vers l'est au moyen du pipeline DAPL (en service depuis avril 2017).

L'exploration, le forage et l'extraction du pétrole sont la première phase (upstream phase) dans le long cycle de vie du pétrole ; l'altération physique de l'environnement qu'elle provoque, peut être supérieure à celle d'un grand déversement de pétrole, et ses impacts comprennent la déforestation, la destruction des écosystèmes, la contamination chimique des terres et de l'eau, les dommages à long terme sur la population animale, les risques pour la santé et la sécurité, pour les communautés locales et les travailleurs de l'industrie pétrolière, ainsi que le déplacement des communautés autochtones (O'Rourke/Connolly 2003).

Ce sont les progrès technologiques dans le secteur qui ont rendu possible et rentable d'extraire avec ces nouvelles techniques des combustibles fossiles (en particulier le gaz naturel et le pétrole) qui, jusqu'à récemment, étaient considérés hors de portée. Cette technique de fracturation hydraulique a été exportée des États-Unis vers tous les continents habités (Willow/Wylie 2014).

Ce processus appelé fracking implique le pompage à très haute pression d'un mélange d'eau et de produits chimiques en profondeur dans le sol ; en conséquence, de petites fractures se produisent dans la couche de roche ciblée en libérant les hydrocarbures contenus à l'intérieur (*ibid.* 2014).

Inutile de dire qu'encore une fois les progrès technologiques dans ce secteur ne l'ont en rien rendu moins polluant et dévastateur ; au contraire, l'extraction utilise de grandes quantités d'eau, qui sont contaminées chimiquement par le forage et ensuite déversées avec des débris dans l'environnement, en même temps que les déchets de pétrole, les fluides et les sous-produits de forage, le tout entraînant une contamination de la terre et de l'eau (O'Rourke/Connolly 2003). Plus en détail, la composition chimique de ces eaux usées, qui sont toxiques et sont huit fois plus salées que l'eau de mer, est mélangée avec des produits cancérigènes et des métaux lourds qui peuvent être radioactifs, tuer la végétation, détruire les terres agricoles et bien entendu contaminer l'eau potable (Becker 2016).

Le forage et le pompage de pétrole et de gaz produisent la plupart des déchets du secteur qui dans son ensemble, aux États-Unis, crée plus de déchets (solides et liquides) que toutes les autres catégories de déchets municipaux, agricoles, miniers et industriels combinés (O'Rourke/Connolly 2003).

Ce qui se passe au Dakota du Nord est lié au boom du pétrole (Bakken oil boom), qui a commencé en 2008 et atteint son pic en 2012.

La formation de Bakken, située dans cet État, contient un énorme gisement de pétrole non "conventionnel" et, bien qu'il ne s'agisse pas du premier boom du pétrole du Dakota du Nord, suite à la nouvelle technologie du fracking, qui a changé la façon dont le pétrole est extrait, ce boom pétrolier a pris une proportion inédite et

“que nous appuyions ou nous opposions au fracking, cela a eu un impact significatif sur la vie des gens. Pour les personnes vivant dans la région de Bakken, la vie a changé” (Conway/Caraher 2016, p.2)

Dans *“The Bakken goes Boom : Oil and the changing Geographies of Western North Dakota”* (2016, ed. par Conway/Caraher), Braun (p.91) témoigne comment au début du boom pétrolier de Bakken, des personnes de tous les coins des États-Unis affluent à nouveau vers le Dakota du Nord, attirées par des possibilités économiques. Dans un cadre historique

“of post-terror insecurities and anger, of rising, if reluctant, acknowledgment that climate change has real consequences, of post-Iraq realizations that it might not be possible to truly control oil abroad, and of living through an economic depression that

wiped away jobs (yet left wealth intact), messages about the Bakken have been very clear. The oil boom, while a temporary in-convenience, has helped North Dakota stay out of economic trouble, has brought a population increase, has revitalized the state, and has put the state on the map”.

Exactement, “dépanneur temporaire” (temporary in-convenience), voilà le grand problème : le caractère temporaire et la finitude de cette ressource avec ses effets pervers sur l'humain et la nature.

Près de Williston, Dakota du Nord, en janvier 2015, un déversement d'eaux usées de trois millions de gallons provenant d'un pipeline a eu lieu, mais les déversements par camions-citernes ou par des pipelines endommagés sont en réalité courants (74 déversements seulement en 2013) (Becker 2016).

En effet, en plus des déversements d'eaux contaminées, les gens qui résident près des champs pétroliers sont également concernés par les déversements de pétrole. Le pipeline Tesoro Logistics, qui a déversé en 2013 plus de 20'000 barils de pétrole brut dans un champ de blé à Tioga (toujours au N.D.), montre bien la menace environnementale que représente le boom du pétrole dans cet État (*ibid.* 2016).

Les distances entre l'emplacement des réserves de pétrole et celui de la consommation nécessitent qu'il soit transporté sur de grands trajets aux raffineries et aux marchés de consommation (O'Rourke/Connolly 2003). Les pipelines, qui jouent le rôle principal dans le transport, en plus d'être fortement exposés à la corrosion, sont également une source de déversements, de fuites et d'incendies, et beaucoup de pipelines sont utilisés longtemps après leur durée de vie technique ; la quantité réelle de fuite est potentiellement deux fois plus élevée que la moyenne annuelle déclarée (*ibid.* 2003).

Étant donné que les inspecteurs fédéraux ne peuvent pas surveiller tous les canaux des pipeline (72'000 miles aux États-Unis selon l'AEM American Energy Mapping, soit 116'000 km) le Gouvernement demande à l'industrie d'auto-évaluer les problèmes liés aux pipelines (*ibid.* 2003) et, vu que de nombreuses entreprises offrent des primes pour des faibles taux d'accidents, bon nombre d'impacts environnementaux ne sont pas signalés ou sont sous-déclarés (Becker 2016).

Si, en lien avec le boom actuel, on se penche sur les communautés des Natifs au Dakota du Nord (qui au cours de l'histoire ont déjà été affectées par plusieurs "booms" liés à différents

ressources), émergent, d'après Braun (2016, p.104), pour certains, des craintes de destruction due à des forces extérieures, tandis que pour d'autres, ces événements sont une raison pour laquelle la tribu doit investir et tirer profit du boom : il représente l'occasion de reconstruire finalement quelque chose de semblable à ce qui a été perdu.

Mais, dans le fond, il y a une plus grande vérité, tous les booms et les frontières de la région des plaines ont une chose en commun : l'eau est la ressource clé (Braun 2016). Qu'il s'agisse de fourrures, d'électricité, d'or, d'uranium, de terre ou de pétrole extrait, la ressource suprême pour toutes les activités a toujours été l'eau (*ibid.* 2016). L'eau est également au cœur du boom de Bakken et du boom du fracking en général, car d'un côté il nécessite énormément d'eau, et de l'autre il produit énormément d'eaux usées.

À la lumière de cela, il est finalement peu surprenant que les manifestants du #NoDAPL fassent souvent référence à l'eau, en se définissant comme des "Water Protectors". De plus, on voit bien que leurs arguments sont loin d'être interprétables ou "réduits" à des "éphémères" expressions d'une spiritualité amérindienne en harmonie avec la nature dans un passé glorieux ; il y a bien sûr le côté symbolique et spirituel, mais leurs craintes sont réelles et réalistes.

Ainsi deviennent claires également les raisons de leur proximité avec les mouvements anti-fracking qui ont soutenu, voire même participé, à la mobilisation de Standing Rock en opposition à la construction du pipeline DAPL qui, désormais en fonction, transporte le pétrole "fracturé" depuis l'ouest du Dakota du Nord jusqu'aux raffineries de l'Illinois.

L'intensité des campagnes anti-fracking en cours expriment les préoccupations pour l'environnement et la santé humaine en lien avec la qualité et la disponibilité de l'eau, les rejets de substances toxiques et les émissions atmosphériques diffusées pendant la production et le traitement (Willow/Wylie 2014) et, de manière plus générale, dénoncent la "déshumanisation de la terre" par son excessive "humanisation" (concepts empruntés à Breda/Chaplier/ Hermesse/Piccoli 2014).

D'après Willow et Wylie (2014), le fracking exige une attention scientifique et sociale particulière, tant au niveau global que local car, à mesure qu'il prolifère, ses impacts s'appêtent à augmenter de manière exponentielle, non seulement dans les zones d'extraction, mais aussi dans tout le système global de production, qui continue à être fortement demandeur d'énergie fossile.

Lorsque les voix des populations locales vivant dans ou près des aires protégées sont ignorées, les conséquences pour la conservation peuvent être graves (Winter 1997). Les populations locales doivent être considérées comme des composantes naturelles des écosystèmes, leurs valeurs et intérêts liés aux ressources naturelles doivent être respectés, et elles doivent être consultées et incluses dans les processus décisionnel dès le départ (*ibid.* 1997).

Ces éléments extrêmement importants, qui sont d'emblée liés à la mobilisation de Standing Rock, renvoient à une non prise en compte du savoir écologique traditionnel (SET ou TEK, Traditional Ecological Knowledge) qui affecte l'utilisation traditionnelle du territoire (UTT). Les impacts sur l'UTT, sont, souligne Westman (2014, p.116), en se référant à l'Alberta (Canada), marginalisés davantage, du fait

“d'hypothèses méga-narratives culturellement tendancieuses concernant l'inévitable déclin de l'UTT et l'assimilation des peuples autochtones qui l'accompagne. De telles hypothèses relèvent le fondement colonialiste des principales théories des organes fédéraux de contrôle, des consultants et des promoteurs”.

Le savoir écologique traditionnel (SET) est un cadre impliquant les personnes, leurs croyances sur le monde et leurs moyens de collecte, de traitement et de transmission d'informations sur l'environnement (Shackeroff/Campbell 2007). Les gens entrent en relation entre eux et avec la nature par des pratiques intégrées, et par ces relations ils viennent à connaître la nature et les autres (*ibid.* 2007). Dans ce cadre,

“la compréhension écologique du savoir indigène possède une forme de validité certaine : sans nul doute, les populations locales peuvent contribuer à identifier, à comprendre et à concevoir des stratégies d'adaptation aux processus écologiques et dynamiques de leurs écosystèmes” (Breda/Chaplier/Hermesse/Piccoli 2014, p.23)

Dans la réserve de Standing Rock, les manifestants dénoncent l'aveuglement du Gouvernement sur la question du SET et de l'UTT, particulièrement par rapport à la construction du pipeline DAPL.

Veilleux (2017) souligne comment cette posture des autorités risquera de produire de plus en plus de mobilisation telle que celle du mouvement #NoDAPL. Elle souligne, entre autre, que afin que les autorités et institutions puissent ouvrir les yeux il est nécessaire que ces types de connaissances soient pris plus au sérieux, par les chercheurs aussi, et qu'ils soient traités avec plus de respect, comme la science.

Une fois ces savoirs traditionnels considérés, leur respect peut alors se traduire par des politiques et les décisions. De cette façon, Standing Rock incarne l'occasion lors de laquelle les sciences sociales, les SET, les traditions orales et la sagesse spirituelle peuvent fusionner pour créer des propositions de préservation et de gestion efficaces et éclairées (Veilleux 2017).

Bibliographie

AQUARONE, A. (1973) *“Le origini dell'Imperialismo Americano: da McKinley a Taft (1897-1913)”*. Éd. Il Mulino

BECKER, Karin L. (2016) *“The Paradox of Plenty: Blessings and Curses in the Oil Patch”* p.11-31 dans *“The Bakken Goes Boom: Oil and the Changing Geographies of Western North Dakota”*. Éd. par Kyle Conway and William Caraher. The Digital Press, The University of North Dakota

BERTOCCHI / CANOVA (2002) *“Did colonization matter for growth? An empirical exploration into the historical causes of Africa’s underdevelopment”*. European Economic Review 46, 1851-1871

BIRNBERG / RESNICK (1975) *“A colonial development: An econometric study”* Yale University Press; Éd. New Haven

BREDA / CHAPLIER / HERMESSE / PICCOLI (2014) *“Introduction”* p.13-31 dans *“Terres (dés)humanisées : ressources et climat”*. dir. Breda, Chaplier, Hermesse, Piccoli. Éd. Academia L’Harmattan.

BRAUN, Sebastian (2016) *“Revisited Frontiers: The Bakken, the Plains, Potential Futures, and Real Pasts”* p.91-117 dans *“The Bakken Goes Boom: Oil and the Changing Geographies of Western North Dakota”*. Éd. par Kyle Conway and William Caraher. The Digital Press, The University of North Dakota

CARAHER / CONWAY (2016) *“The Changing Geographies of Western North Dakota”* p.1-7 dans *“The Bakken Goes Boom: Oil and the Changing Geographies of Western North Dakota”*. Éd. par Kyle Conway and William Caraher. The Digital Press, The University of North Dakota

CAMPBELL / SHACKEROFF (2007) "*Traditional Ecological Knowledge in Conservation Research: Problems and Prospects for their Constructive Engagement*". Conservation and Society, Vol. 5, N. 3, p.343–360

CONNOLLY / O'ROURKE (2003) "*Just Oil? The distribution of environmental and social impacts of oil production and consumption*". Annu. Rev. Environ. Resour. Vol.28, p.587-617

DELORIA, Vine Jr. (1969) "*Custer died for your sins : an Indian manifesto*" Éd. Macmillan Company, New York

DELORIA, Vine Jr. (1981) "*God Is Red*" Éd. Delta

DEMALLIE, Raymond J. (2009) "*Community in Native America: Continuity and change among the Sioux*". Journal de la Société des américanistes, Vol. 95, N. 1, p.185-205

DOBYNS, Henry F. (1983) "*Their number become thinned: Native American population dynamics in Eastern North America*". Éd. University of Tennessee Press

FENELON, James V. (1997) "*From Peripheral Domination to Internal Colonialism: Socio-Political Change of the Lakota on Standing Rock.*". Journal of World-Systems Research 3, p.259-320.

FOWLER, Loretta (2007) "*Tribal Sovereignty Movements Compared: The Plains Region*" dans "*Beyond Red Power : American Indian Politics and Activism Since 1900*", p.209- 227, Éd. Daniel M. Cobb and Loretta Fowler. Santa Fe: SAR Press

ING Groep (2017) "ING and the Dakota Access pipeline" :
<https://www.ing.com/ing-in-society/sustainability/ing-and-the-dakota-access-pipeline.htm>

JACQUIN, Philippe (2009) "*Storia degli Indiani d'America*". Éd Oscar Mondadori

NYC Stands with Standing Rock Collective (2016). "#StandingRockSyllabus"

- ORTIZ, Alfonso (1984) *“American Indian myths and legends”*. Éd. Pantheon Books
- ROSS, Luana (1998) *“Inventing the Savage: The Social Construction of Native American Criminality”*. Éd. Austin: University of Texas Press.
- ROUDEL, Colette (2013) *“Toward Genuine Tribal Consultation in the 21st Century”*.
University of Michigan Journal of Law Reform
- ROY BURMAN, B.K. (2003) *“Indigenous and Tribal Peoples in World-System perspective”*. stud. Tibes Tribals 1, p.7-27
- SVAMPA, Maristella (2011) *“Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine”*. N.81, p.101-127, Éd. Problèmes d'Amérique latine
- VEILLEUX, Jennifer C. (2017) *“Aquatic System Connectivity and the Case of Standing Rock: the Need for Indigenous Knowledge Inclusion to Close the Policy and Culture Gap”*.
Water Resources IMPACT, Vol. 19, N.2, p. 32-34, AWRA
- VOULVOULI, Aimilia (2009) *“From Environmentalism to Transenvironmentalism : The Ethnography of an Urban Protest in Modern Istanbul”*. Oxford: Peter Lang Publications
- VOULVOULI, Aimilia (2017) *“From Gezi Park to Standing Rock : It’s never just about a tree”*. DIATRIBE 8 a journal of critical anthropology
- WASHBURN, Wilcomb E. (2006) *“Gli Indiani d’America”* Éd. Editori Riuniti
- WESTMAN, Clinton (2014) *“Exploitation des sables bitumineux et peuples autochtones en Alberta (Canada) : impacts, processus et réponses”* p.105-127 dans *“Terres (dés)humanisées : ressources et climat”*. dir. Breda, Chaplier, Hermesse, Piccoli. Éd. Academia L’Harmattan

WILLOW / WYLIE (2014) *“Politics, ecology, and the new anthropology of energy : exploring the emerging frontiers of hydraulic fracking”*. Journal of Political Ecology, Vol. 21, p.222-236

WINTER, Kimberly A. (1997) *“Conservation and Culture: Natural Resource Management and the Local Voice”*. Georgia Journal of Ecological Anthropology Vol. 1, p.42-47

WOLFGANG / TILMAN (2007) *“Per un futuro equo: Conflitti sulle risorse e giustizia globale”* Report du Wuppertal Institut. Feltrinelli Editore, Milano

La mobilisation #NoDAPL à Standing Rock au Dakota du Nord (États-Unis), s'oppose à la construction du pipeline DAPL.

Les idées, souvent mobilisées par ces acteurs en résistance, faisant référence à “une histoire qui se répète” et un “colonialisme perpétuel jamais terminé” rendent nécessaire de creuser de manière socio-historique pour situer et donner du sens à ces argumentations.

Ainsi, après avoir présenté la mobilisation à Standing Rock et un arrière-plan socio-historique de l'expansionnisme euro-américain en Amérique du Nord, je présente, toujours dans une démarche socio-historique, les Politiques indiennes du Gouvernement américain (politiques autochtones aux États-Unis), en me focalisant d'abord sur ces politiques et leurs impacts en général, puis, dans la partie suivante, plus spécifiquement sur les peuples Sioux.

Une troisième et dernière partie, se focalise sur l'enjeu des ressources naturelles, précisément sur le pétrole et ses nouvelles techniques d'extraction. Le modèle énergétique reposant sur les hydrocarbures qui domine aux États-Unis et se lie d'emblée à la question #NoDAPL et à l'État Nord-Dakotien, nécessite d'être analysé et questionné étant donné son caractère anthropocène néfaste, qui le place en opposition extrême à une Utilisation Traditionnelle du Territoire (UTT) et aux savoirs Écologiques Traditionnels (SET).

#NoDAPL / Politique Indienne aux États-Unis / Sioux / Ressources Naturelles / Fracking